

SGAMI SUD



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
SUD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MAÎTRE D'OUVRAGE :

**SGAMI SUD
Direction de l'immobilier**

Bureau régional des affaires immobilières PACA CORSE
299, chemin de Sainte Marthe CS 90495 – 13313 MARSEILLE cedex 14

Opération :

REFECTION DES FAÇADES HOTEL DE POLICE AVIGNON

14, BOULEVARD SAINT-ROCH – 84000 AVIGNON



PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

Établi pour l'application de la loi 93-1418,
Complété par le Décret N°2003-68 du 24 janvier 2003

**Opération de niveau 2
PHASE DCE**

Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la santé

 **BECS – Bureau d'Etudes et de Conseils en Sécurité**

Agence Provence : 1a Chemin de la Rollande Cité de l'Artisanat 84 140 AVIGNON MONTEFRET

☎ : 04 72 53 01 21 | ✉ : rhone@becs.fr

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES MISES A JOUR DU PGC SPS

Date	Phase	Modifications / Observations	Indice
06/03/2024	DCE	Initial	0
24/03/2025	DCE	MàJ pour DCE 2025	A

SOMMAIRE

1	PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU DOCUMENT	3
2	INFORMATIONS ADMINISTRATIVES COMPLETANT LA DÉCLARATION PRÉALABLE (R4532-44 -1)	6
2.1	PRESENTATION SUCCINCTE DE L'OUVRAGE	6
2.2	PRESENTATION DES INTERVENANTS	6
2.3	INTERVENANTS LIES A LA SECURITE	7
2.4	ENTREPRISES ET SOUS-TRAITANTS	7
3	MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS (R4532-44-2)	8
3.1	CALENDRIER	8
3.2	MESURES DE SECURITE ARRETES POUR LA PREVENTION DU PUBLIC ET DU PERSONNEL D'EXPLOITATION EN ACTIVITE	8
3.3	PRECONISATION ET SUJETIONS PREALABLE A LA REALISATION DES TRAVAUX	8
3.4	PROJET DE PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER	9
3.5	RISQUES AMIANTE ET PLOMB	10
4	MESURES DE COORDINATION (R4532-44-3)	11
4.1	DISPOSITIONS CONCERNANT LES VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATIONS VERTICALES ET HORIZONTALES (R4532-44-3-A)	11
4.2	DISPOSITIONS CONCERNANT LES CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, EN PARTICULIER POUR CE QUI CONCERNE LES INTERFERENCES DES APPAREILS DE LEVAGE SUR LE CHANTIER OU A PROXIMITE AINSI QUE LA LIMITATION DU RECOURS AUX MANUTENTIONS MANUELLES (4532-44-3-B)	15
4.3	DISPOSITIONS CONCERNANT LA DELIMITATION DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX, EN PARTICULIER S'IL S'AGIT DE MATIERES OU DE SUBSTANCES DANGEREUSES (R4532-44-3-C)	16
4.4	DISPOSITIONS CONCERNANT LES CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATION OU D'EVACUATION DES DECHETS ET DES DECOMBRES (R4532-44-3-D)	17
4.5	DISPOSITIONS CONCERNANT LES CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX DANGEREUX UTILISES (R4532-44-3-E)	18
4.6	DISPOSITIONS CONCERNANT L'UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES, DES ACCES PROVISOIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE GENERALE (R4532-44-3-F)	18
4.7	DISPOSITIONS PRISES EN MATIERE D'INTERACTION SUR LE SITE (R4532-44-3-G)	21
4.8	MISE EN COMMUN DE MOYENS	22
5	MESURES RELATIVES A L'ACTIVITÉ DU SITE (R4532-44-4°)	23
5.1	RISQUES LIES A L'ENVIRONNEMENT DE CHANTIER	23
5.2	RISQUES LIES A CERTAINS MODES OPERATOIRES	24
6	MESURES DE SALUBRITE (R4532-44-5)	26
7	MESURES DE SECOURS (R4532-44-6)	27
7.1	ÉLÉMENTS MIS A LA DISPOSITION DES SALARIES	27
7.2	DISPOSITIONS PROPRES A CHAQUE ENTREPRISE	27
7.3	CONSIGNES D'ALERTE ET PROCEDURES PARTICULIERES	27
8	MODALITES PRATIQUES DE COOPERATION (R4532-44-7)	29
8.1	DISPOSITIONS GENERALES POUR TOUS LES INTERVENANTS	29
8.2	AUTRES DISPOSITIONS	29
8.2.1	Définition des sous-traitants	29
8.2.2	Définition des personnes autorisées	29
8.2.3	Maîtrise de la langue française et affichage des consignes en langue étrangère	29
8.2.4	Désignation d'un interlocuteur sécurité.....	29
8.2.5	Formation à la sécurité et quart-heure sécurité	29
8.3	RAPPEL DES PRINCIPALES DISPOSITIONS FORMELLES	29
8.3.1	Mesures préalables aux travaux	29
8.3.2	Mesures pendant les travaux	30
8.3.3	Prescription concernant le D.I.U.O.	30
9	ANNEXES	31
9.1	CANEVAS DE PPSPS	31
9.2	PROJET DE DÉCLARATION PRÉALABLE SUIVANT ARTICLES L4532-1, R. 4532-2 ET R. 4532-3 DU CODE DU TRAVAIL FORMULAIRE CERFA 13630*02	32
9.3	PROJET DE PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER	33

1 PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU DOCUMENT

1.1 PREAMBULE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

Les entreprises appelées à travailler sur cette opération sont informées que celle-ci est soumise aux dispositions légales créées par le Décret du 8 janvier 1965, la loi n°93.1418 du 31 décembre 1993 et les Décrets n°94-1159 du 26 décembre 1994 et n°95-543 du 4 mai 1995, ainsi que l'Arrêté du 25 février 2003 concernant les « travaux à risques particuliers », ainsi que du décret modificatif n°2004-924 du 1^{er} septembre 2004.



Au regard de la réglementation relative à la Sécurité et à la Protection de la Santé, ([effectif prévisionnel, inférieur à 10.000 Hommes jours](#)), cette opération a été classée par le maître d'ouvrage en [2^{ème} catégorie](#) (art R. 4532-1 du Code du Travail)

Cette Opération est soumise à obligation de déclaration préalable, établie par le maître d'ouvrage. Celle-ci sera transmise aux organismes de prévention au minimum 1 mois avant démarrage des travaux. Elle sera affichée sur le chantier avant démarrage des travaux. Voir annexe 9.5

Les entreprises retenues et agréées pour ce chantier sont réputées connaître ces règlements et devront avant leur intervention sur le chantier, et après confirmation de leur commande travaux, rédiger à la demande du coordonnateur SPS, un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé dès lors qu'elles entreront dans le cadre des dispositions du décret.

Le PGC SPS définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier.

Celui-ci intégrera, en les harmonisant, les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé qui devront être remis par les Entreprises intervenantes et leurs sous-traitants (Art. R 4532-58 à R4532-66 du Code du Travail), après inspection commune avec le Coordonnateur (Art. R 4532-14 du Code du Travail), et selon le canevas du « cadre type de PPSPS » annexé au présent PGC PS. Voir annexe 9.1



L'attention des Entreprises est attirée sur l'exigibilité de ce PPSPS. En son absence, l'Entreprise ne sera pas autorisée à pénétrer sur le chantier même si son délai d'exécution court

Article L4744-5 du code du travail : *Le fait pour l'entrepreneur de ne pas remettre au maître d'ouvrage ou au coordonnateur le plan particulier de sécurité et de protection de la santé prévu à l'Article L4532-9 est puni d'une amende de 9000€.*

Chaque entreprise intervenante s'engage à faire respecter par son propre personnel et ses sous-traitants éventuels les dispositions du présent Plan Général de coordination.

Pour des impératifs de sécurité, le Coordonnateur S.P.S. se réserve le droit de modifier et compléter le présent Plan Général de Coordination. Les modifications et/ou adjonctions seront immédiatement portées à la connaissance des entreprises et applicables à la date de leur parution, soit par l'envoi d'un PGC modificatif (en cas de modifications importantes par rapport au projet initial), soit par les remarques et consignes mentionnées tout au long du chantier dans les fiches du Registre-Journal de l'opération.

Cette opération, comprend des travaux à risques particuliers suivant l'arrêté du 25 février 2003, faisant apparaître notamment les types de risques suivants (liste non exhaustive) :

- Risques de chute de hauteur

D'autre part, cette opération est soumise aux risques suivants :

- **Risques liés aux travaux en site occupé**
- Risques liés aux travaux électriques
- Risques liés aux travaux de démolition
- Risques liés à la manutention avec levage

Les entreprises feront une analyse complète et approfondie des risques encourus et des moyens qu'elles mettront en œuvre pour s'y opposer dans leurs PPSPS, le présent « PGCSPS » n'en définissant que les principes généraux.


Chaque mesure de prévention retenue s'attachera donc à répondre aux critères énoncés dans les neuf principes généraux de prévention (L.4121-2 du Code du travail), rappelés ci-dessous :

- ✓ **Éviter les risques**, c'est supprimer le danger ou l'exposition au danger.
- ✓ **Évaluer les risques**, c'est apprécier l'exposition au danger et l'importance du risque afin de prioriser les actions de prévention à mener.
- ✓ **Combattre les risques à la source**, c'est intégrer la prévention le plus en amont possible, notamment dès la conception des lieux de travail, des équipements ou des modes opératoires.
- ✓ **Adapter le travail à l'Homme**, en tenant compte des différences interindividuelles, dans le but de réduire les effets du travail sur la santé.
- ✓ **Tenir compte de l'évolution de la technique**, c'est adapter la prévention aux évolutions techniques et organisationnelles.
- ✓ **Remplacer ce qui est dangereux par ce qui l'est moins**, c'est éviter l'utilisation de procédés ou de produits dangereux lorsqu'un même résultat peut être obtenu avec une méthode présentant des dangers moindres.
- ✓ **Planifier la prévention en intégrant technique**, organisation et conditions de travail, relations sociales et environnement.
- ✓ **Donner la priorité aux mesures de protection collective** et n'utiliser les équipements de protection individuelle qu'en complément des protections collectives si elles se révèlent insuffisantes.
- ✓ **Donner les instructions appropriées aux salariés**, c'est former et informer les salariés afin qu'ils connaissent les risques et les mesures de prévention.

Chaque entreprise intervenante devra organiser une formation pratique et appropriée à l'ensemble du personnel affecté à l'exécution de ses travaux, conformément aux dispositions réglementaires. Le personnel sous contrat de travail à durée déterminée ou temporaire, devra bénéficier d'une formation renforcée qui sera renouvelée et complétée aussi souvent que nécessaire.

1.2 DEFINITION ET AGREMENT DES SOUS TRAITANTS

Règles intangibles à suivre par l'entreprise titulaire du marché ainsi que par son sous-traitant quel que soit son rang :

 Un délai de 7 semaines et demie est nécessaire entre le dépôt de la demande d'agrément et le début d'intervention du sous-traitant => 21 jours pour l'agrément par le Maître d'ouvrage (code des marchés publics) + **30 jours au code du travail (R4532-56)**.

L'entreprise titulaire du marché devra indiquer au coordonnateur la liste des entreprises à qui elle envisage de faire appel dans le but de sous-traiter une partie de son marché. Lorsque l'entreprise aura sélectionné son (ses) sous-traitant(s), elle le(s) fera agréer par le Maître d'ouvrage. Quand l'agrément du Maître d'ouvrage est acquis et à ce moment seulement, l'entreprise prend contact avec le Coordinateur SPS afin de procéder à l'inspection commune sur chantier (l'entreprise joindra à sa demande de rendez-vous, copie de l'agrément de son sous-traitant).


En l'absence de définition légale des sous-traitants au sens de l'article L4532-2 du code du travail, un sous-traitant au sens de la coordination SPS sera :

- Celui appelé à intervenir sur le chantier, accepté par le maître d'ouvrage au titre de la loi n°75-1344 et présenté comme tel au coordonnateur SPS
- Ainsi que tout autre prestataire d'une entreprise présenté par elle au coordonnateur et appelé à exécuter des travaux à risques majeurs, selon l'évaluation qu'en aura fait le coordonnateur SPS.

Ce sous-traitant respecte l'ensemble des dispositions liées à la coordination SPS (inspection commune, PPSPS, etc.) au même titre que les entreprises titulaires.

Par ailleurs, l'entreprise participe à l'inspection commune de son sous-traitant et vérifie la cohérence du PPSPS de son sous-traitant avec le sien propre.

Les autres intervenants et prestataires de l'entreprise, non considérés comme sous-traitants au sens de l'article L4532-2 du code du travail, interviennent sous la responsabilité de ladite entreprise. A ce titre, celle-ci leur transmet elle-même les consignes SPS du coordonnateur (PGC, CR d'inspection commune) comme prévu à l'article L 4121-2-9° du Code du Travail, ainsi que son propre PPSPS, dans lequel elle intègre la prévention des risques liés à leurs tâches. »

 **Rappel législatif (article L8241-1 du code du travail) : toute opération à but lucratif ayant pour objet le prêt exclusif de main-d'œuvre est interdite sous peine des sanctions prévues à l'article**

L8243-1 dès lors qu'elle n'est pas effectuée dans le cadre des dispositions du Livre 1er, titre II, chapitre IV du présent code, relatives au travail temporaire.

Cas particulier des travailleurs indépendants :

Il sera procédé avec l'entreprise de travaux à une inspection commune, à laquelle devront participer l'ensemble des travailleurs indépendants auxquels elle envisage de recourir.

Le PPSPS de cette entreprise sera consigné par l'ensemble de ces travailleurs indépendants.

Cas particulier du prêt de main d'œuvre et de l'intérim :

Ce personnel interviendra sous la responsabilité de l'entreprise utilisatrice sans inspection commune avec les entreprises de prêt, ni PPSPS demandé à celles-ci.

Chaque entreprise intervenante devra organiser une formation pratique et appropriée à l'ensemble du personnel affecté à l'exécution de ses travaux, conformément aux dispositions réglementaires. Le personnel sous contrat de travail à durée déterminée ou temporaire, devra bénéficier d'une formation renforcée qui sera renouvelée et complétée aussi souvent que nécessaire.

Cas particulier des intervenants du MO, MOE, labo, géomètre :

Le MO leur adresse le PGC du chantier, ces « prestataires intellectuels » respecteront les règles générales de sécurité du chantier. Ces personnes prendront connaissance du présent PGC SPS et s'engageront à le respecter.

2 INFORMATIONS ADMINISTRATIVES COMPLETANT LA DÉCLARATION PRÉALABLE (R4532-44 -1)

2.1 PRESENTATION SUCCINCTE DE L'OUVRAGE

L'opération concerne la réfection des façades au sein de l'Hôtel de Police à Avignon. La surface totale à reprendre est évaluée à 2000 m².

Le bâtiment a été construit en 2010.

Le bâtiment est constitué de :

- ✓ Sous-sol : Garage et bureaux.
- ✓ Rez-de-chaussée : Bureaux.
- ✓ Premier étage : Bureaux.

Les travaux seront réalisés en bâtiment occupé et en site très sensible.

Descriptif sommaire des travaux à réaliser :

- ✓ Installation du chantier avec clôtures et mise en place de la base vie entreprises
- ✓ Remplacement de l'ensemble du parement pierre sur les façades extérieures du commissariat
- ✓ Reprise de maçonnerie ponctuelle,
- ✓ Pose d'un nouveau parement
- ✓ Les garde-corps des rampes d'accès et escaliers resteront en place durant les travaux
- ✓ Présence des hublots d'éclairage en façades, à déposer
- ✓ Nettoyage et repli du chantier

Allotissement et mode de passation des marchés :

Allotissement : lot unique.

LOT 01 : façades

Durée prévisionnelle des travaux :

- ✓ 2 mois de préparation (à compter juillet 2025)
- ✓ 6 mois suivant planning MOE
- ✓ Période des travaux à compter 2^{ème} semestre 2025 (à compter de septembre 2025)
- ✓ Un planning est joint au DCE.

Nombre prévisible d'entreprises intervenantes : entre 2 à 3 entreprises (sous-traitants compris)

2.2 PRESENTATION DES INTERVENANTS

INTITULE	ADRESSE	Nom	Tél	Courriel
<u>Maître d'ouvrage :</u> SGAMI SUD	Direction de l'immobilier 299, chemin de Sainte Marthe CS 90495 – 13313 MARSEILLE cedex 14	NERIN Virginie	04 91 21 55 43 06 74 95 68 12	virginie.nerin@interieur.gouv.fr
<u>Maitre d'œuvre :</u> GAPIRA	Bâtiment ELLIPSIS – 125 rue de l'Hostellerie 30 900 NÎMES	Grégory DÔ	06 60 10 08 02	technique@gapira.fr
<u>Coordination SPS :</u> BECS Agence PROVENCE	1a Chemin de la Rollande Cité de l'Artisanat 84 140 AVIGNON MONTFAVET	M. Khémaïs ELOUEFI	06 48 91 56 52	khemais.elouefi@becs.fr

2.3 INTERVENANTS LIES A LA SECURITE

DÉSIGNATION	ADRESSE	☎ / 📧
DREETS AVIGNON 2 (Inspection du travail)	6 Rue Jean Althen 84905 AVIGNON CEDEX	☎ 04.90.14.75.95 Fax : 04.90.14.75.34 📧 paca-ut84.uc2@direccte.gouv.fr
CARSAT SUD EST	CARSAT AVIGNON 147-149 Avenue de Tarascon "Le Saint Ruf" - 84000 AVIGNON	📧 jean-francois.adam@carsatsudest.fr
OPPBTP Agence Paca Corse	10 place de la Joliette - Les Docks – Atrium 10.6 - 13002 MARSEILLE	☎ 04 91 71 48 48 paca.corse@oppbtp.fr
Médecine du travail	AIST 84 Santé au travail 66 r Thiers, 84000 AVIGNON Céline ASTOUL / 04.90.06.61.60 c.astoul@satduranceluberon.fr	☎ 04 90 14 06 85
Pompiers – SDIS 84	Esplanade Armée d'Afrique, 84000 AVIGNON	☎ 18 ☎ 04 90 81 18 18
Hôpital	Jean-Baptiste Gastaldy Localisation1 Bis pl St Joseph, 84000 AVIGNON	☎ 04 90 03 89 12
Centre antipoison		☎ 04 72 11 69 11
Urgences gaz		☎ 08 10 60 20 20
Urgences électricité		☎ 08 10 33 30 69

2.4 ENTREPRISES ET SOUS-TRAITANTS

Corps d'état - ENTREPRISES	Tél	Représentant / courriel
Lot 01 – façades		

3 MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS (R4532-44-2)

3.1 CALENDRIER

Le planning est une pièce indispensable à la bonne gestion des coactivités. Celui-ci devra être impérativement transmis et communiqué aux entreprises avant le début des travaux.

En cas de décalage du planning, une réunion de coordination avec tous les intervenants concernés sera programmée afin d'étudier les interférences induites, et mettre en œuvre les mesures nécessaires pour éviter les risques.

TOUTES LES
ENTREPRISES

3.2 MESURES DE SECURITE ARRETES POUR LA PREVENTION DU PUBLIC ET DU PERSONNEL D'EXPLOITATION EN ACTIVITE

Les travaux seront réalisés en bâtiment occupé et en site très sensible.

Les interfaces avec le site occupé et très sensible sont indiquées comme suit (liste non exhaustive) :

- ✓ Point sensible accès garage, accès véhicule d'intervention (en photo 1)
- ✓ Entrée principale avec accès PMR à maintenir en service durant les travaux

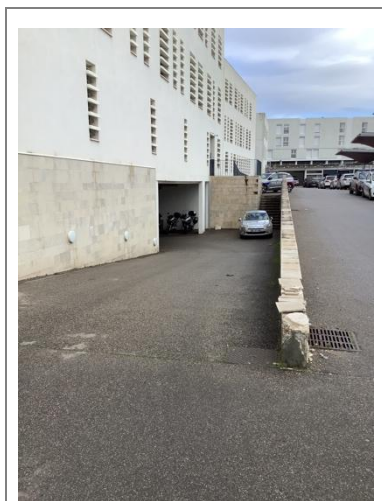


Photo 1 -

Les abords du chantier devront être clos et fermés avec des barrières type HERAS et solidement attachées entre-elles.

Le stockage du matériel se fera sur la zone définie et aménagée sur le chantier, aucun stockage n'est autorisé en dehors de cette zone.

3.3 PRECONISATION ET SUJETIONS PREALABLE A LA REALISATION DES TRAVAUX

Risques	Mesures de prévention à prévoir Sujétions du coordonnateur SPS à respecter par les entreprises	Entreprise mettant en œuvre la mesure	Entreprise bénéficiant de la mesure	Réf. Doc.
Préliminaire avant toute utilisation d'équipements spécifiques et/ou engins de levage				

Risques <ul style="list-style-type: none"> • Chute de hauteur • Chute d'objet • Enfouissement • Écrasement • Coactivités 	<p>⚠ Les entreprises utilisant des équipements de travail spécifiques ou des engins de levage devront transmettre pour chaque équipement ou engin :</p> <p>⚠ Une copie des habilitations et autorisations de conduite correspondantes (copie au PPSPS)</p> <p>⚠ Les notices d'utilisation et de montage des équipements correspondants (copie au PPSPS)</p> <p>⚠ Les rapports de vérification périodique des engins concernés. (Copie au PPSPS)</p> <p>⚠ L'ensemble de ces documents devant être disponibles et consultables à tout moment sur le chantier</p>	<p>Lot 01 Façades</p>	<p>Toutes les entreprises</p>	
--	--	---	-------------------------------	--

3.4 PROJET DE PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

Possibilité de zones pour installation de la base de vie de chantier :

- Base vie envisagée dans l'enceinte de l'établissement (sur l'avant du site), au droit des stationnements « publics » existants (non utilisés). Places libres (photo 2)
- Gestion de la sûreté du portail à prévoir
- La présence de réseaux devra être vérifiée (AEP / EU).
- Les contraintes d'accès au site devront être définies en concertation avec l'exploitant.
- Des cheminements « préférentiels » seront définis en fonction de chaque zone d'intervention afin de garantir la sécurité du site (accès sécurisés) et l'absence de gêne pour le personnel, en particulier au droit des zones de circulation des véhicules d'intervention.



Photo 2 -

Situation des installations :

L'ensemble des installations de chantier seront installées et aménagées, pendant la période de préparation, maintenues et entretenues jusqu'à la réception des travaux suivant plan d'installation transmis par le **titulaire du Lot 01 Façades**, et faisant apparaître :

- Les zones de cantonnement (bureau, sanitaires, vestiaires, réfectoires),
- Les zones de stockage des matériaux,
- Les cheminements piétons,
- L'installation et moyen de levage,
- Les clôtures et leur emprise,
- L'emplacement des dispositifs de signalisation du chantier, suivant indications formulées par le MOE et le CSPS

Fermeture du chantier :

L'ensemble du chantier (zones de travaux, installations de chantier, zone de stockage) devra être en permanence clos et inaccessible aux personnes étrangères au chantier.

Les clôtures de chantier, avec portail d'accès sont prévues au **Lot 01 Façades**. Celles –ci seront constituées de :

- Portail d'accès avec fermeture, et tout dispositif de contreventement nécessaire
- **Les clôtures seront constituées de barrières pleines type HERAS ou équivalent.**
- Sur ces clôtures, seront apposés la signalisation réglementaire : "**Port du casque obligatoire** » & « **Chantier interdit au public** »

Cantonnements :

- [La base vie sera dimensionnée pour un effectif de pointe estimé à 15 personnes](#)
- **Installés par le titulaire du lot 01 Façades** pendant la période de préparation du chantier, avec mise à disposition pour l'ensemble des lots, y compris sous-traitants.
- Ces installations seront maintenues en place pendant tout le chantier jusqu'à la réception des travaux, et [entretenus à fréquence minimale d'une fois par jour.](#)
- Les prescriptions réglementaires concernant les cantonnements sont rappelées au chapitre 6.2

Coffrets électrique de chantier :

- Coffret de chantier à charge du Lot 01 Façades
- Consignation électrique des spots d'éclairage avant démarrage à faire par Lot 01 Façades

Echafaudage de pied/ moyens de travail en hauteur/ manutention des matériaux :

- Les travaux seront réalisés avec des moyens adaptés de travail en hauteur du type échafaudage de pied, qui seront montés et réceptionnés avec PV de réception conformément à la réglementation en vigueur.
- Les entrées aux bâtiments devront rester libres et sécurisées avec la mise en place d'un tunnel protégé (panneaux bois), pour garantir la sécurité du public.
- Il sera exigé la mise en place d'un filet de protection (pare-gravats) sur l'ensemble de l'échafaudage pour éviter toute chute de matériaux ou matériel sur la voie publique.
- Mettre en place une protection des échafaudages par bâchage, afin de limiter les effets du vent et du rayonnement solaire direct,
- Toute la périphérie de l'échafaudage sera clôturée par :
 - De barrières de 2m de hauteur type HERAS, y compris sur les zones de stockage ou entreposage de matériaux ou matériels ponctuelles.
 - Il sera apposé la signalisation visible « Chantier Interdit au public » sur ces clôtures
- Les moyens de manutention pour l'approvisionnement et l'évacuation des matériaux devront être mécanisés (recette à matériau, grue, potence, etc.). La manutention manuelle sera limitée.

3.5 RISQUES AMIANTE ET PLOMB

Non concerné le bâtiment a été construit en 2010.

Dans le cas de découverte pendant les travaux d'un matériau, ou matériel, susceptible de contenir du plomb et/ou de l'amiante, et non inventorié dans les diagnostics, l'activité de ce secteur devra être immédiatement arrêtée. Toutes les dispositions devront être prises pour éviter la dispersion du produit douteux, et le maître d'œuvre avec le Coordonnateur SPS devront être immédiatement avertis.

Après analyse, si le matériau découvert est classé amiante et/ou plomb, l'entreprise devra être agréée pour intervenir pour les travaux de décontamination (retrait du matériau amiante ou contenant du Plomb). Les procédures (Plan de retrait en SS3 - Mode opératoire en SS4) devront être clairement définies et soumises aux organismes compétents avant tout début des travaux de décontamination conformément à la réglementation en vigueur.

Les déchets seront traités et évacués suivant les dispositions réglementaires avec suivi du Bordereau de Suivi de Déchet (BSD).

4 MESURES DE COORDINATION (R4532-44-3)



Les indications ci-après, ne sont en aucun cas exhaustives. Les entreprises ne pourront en aucune façon se prévaloir d'une éventuelle analyse manquante ou incomplète. Le but de cette analyse est d'attirer l'attention des entreprises sur certains risques particuliers et mesures de prévention à mettre en œuvre, et non de se substituer à leurs obligations. Ces indications pouvant permettre d'identifier, selon la tâche effectuée, certaines mesures de prévention à mettre en œuvre

4.1 DISPOSITIONS CONCERNANT LES VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATIONS VERTICALES ET HORIZONTALES (R4532-44-3-A)

Risques	Mesures de prévention à prévoir	Entreprise mettant en œuvre la mesure	Entreprise bénéficiant de la mesure	Réf. Doc.
Accès au chantier				
Risques <ul style="list-style-type: none"> • Heurt • Collision • Écrasement • Coactivités avec l'environnement du chantier 	<ul style="list-style-type: none"> • Les contraintes d'accès au site devront être définies en concertation avec l'exploitant. • Des cheminements « préférentiels » seront définis en fonction de chaque zone d'intervention afin de garantir la sécurité du site (accès sécurisés) et l'absence de gêne pour le personnel, en particulier au droit des zones de circulation des véhicules d'intervention. 	Lot 01 Façades		
	<u>Dispositions relatives aux voiries</u> Les entreprises devront maintenir les voies publiques, d'accès au chantier, ainsi que les voies intérieures au site, en parfait état.	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises intervenantes	
	<u>Signalisation sur les voies</u> La mise en place d'une signalisation temporaire, d'approche, de position, et/ou de protection, sur les rues adjacentes au projet, elle devra être conforme : <ul style="list-style-type: none"> • Au guide technique de signalisation Temporaire sur voirie urbaine, édition 2003, volumes 3, établi par le CERTU Les protocoles « chantiers propres » concernant les travaux de bâtiment et de travaux publics • Le titulaire aura à sa charge la maintenance de l'ensemble de ces signalisations 	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises intervenantes	

<u>Contrôle d'accès</u> Risques <ul style="list-style-type: none"> • Coactivités • Intrusion de personnes étrangères au site important et exportant des risques 	<u>Cette gestion des accès devra permettre :</u> <ul style="list-style-type: none"> • De lutter contre le travail dissimulé, en s'assurant du clos et indépendant du chantier • <u>De s'assurer de l'identité des personnes présentent sur le site et de la société dont elles dépendent</u> • De s'assurer de la prise en compte par l'ensemble des intervenants, des consignes, de circulation, d'alerte et de sécurité du chantier 	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises intervenantes	
	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Toutes les personnes pénétrant sur le site devront pouvoir être identifiées facilement et justifier de quelle société elles dépendent. Les entreprises devront équiper tout leur personnel de badge d'identification (carte professionnel Pro BTP), et de tenue spécifique avec logo de l'entreprise.</u> • <u>Les Secouristes Sauveteurs du Travail devront être identifiés</u> (autocollant sur casque ou gilet spécifique). Il y en aura 1 minimum pour 20 personnes 	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises intervenantes	
Risques	Mesures de prévention à prévoir	Entreprise mettant en œuvre la mesure	Entreprise bénéficiant de la mesure	Réf. Doc.

Circulations horizontales et Verticales intérieures				
Circulations horizontales sur le site <u>Risques :</u> Heurt Collision Ecrasement	Piétonne et VL <ul style="list-style-type: none"> Les circulations piétonnes seront indépendantes des zones de circulation d'engins, par la création de cheminements signalés et sécurisés par des barrières de type chantier propre, compris entretien permanent 	Lot 01 Façades	L'ensemble des entreprises	
	Véhicules et engins : <ul style="list-style-type: none"> Vitesse limitée à 15 km/h Avertisseur sonore de recul obligatoire pour tous les camions et engins évoluant sur le chantier Manœuvres particulières et difficiles accompagnées de guides Les approvisionnements se feront accompagnés de guide. Aucun stationnement de véhicules ou engins de chantier ne sera toléré en dehors des enceintes et des zones réservées à cet effet. Les livraisons importantes devront être planifiées 15 jours à l'avance en réunion de chantier Les conducteurs seront soumis aux règles de circulation des piétons dès lors qu'il descend de son véhicule. 	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises intervenantes	
<u>Circulations verticales sur le site</u> Risques <ul style="list-style-type: none"> Chute de hauteur Chute d'objet Écrasement Collision 	L'ensemble des cheminements, sujets à risque de chute de hauteur, seront sécurisés avec des gardes corps conformes à la réglementation	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises intervenantes	Articles R4323-58 du CT
	Tout accès à un poste de travail en élévation se fera à l'aide de moyens appropriés et conformes à la réglementation : <ul style="list-style-type: none"> Nacelle élévatrice, etc. Échafaudage de pieds ou roulant conformément à la réglementation Plateforme individuelle roulante 	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises intervenantes	Arrêté du 21/12/2004
	<ul style="list-style-type: none"> Balisage et protection des zones à risque par garde-corps de 1,10 m ou des protections lourdes La conduite des véhicules et engins de levage ne sera confiée qu'à des personnes reconnues aptes médicalement et munies : d'un permis correspondant à la catégorie du véhicule immatriculé, et d'une autorisation de conduite conformément à la réglementation 	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises intervenantes	Articles R4323-55 R4323-56 R4323-57 Du C.T.
<u>Risques liés aux travaux superposés</u> Risques <ul style="list-style-type: none"> Chute d'objet Chute de hauteur Collision 	<ul style="list-style-type: none"> Le phasage des travaux sera réalisé de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches Les surfaces situées à l'aplomb des zones de travail en élévation seront interdites d'accès Dans le cas de superposition de plusieurs tâches d'un même lot : le titulaire du lot mettra en place des protections nécessaires (filets, platelage,) 	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises intervenantes	
Circulations extérieures du chantier				

<u>Circulations PL et engins</u> Risques <ul style="list-style-type: none"> • Heurt • Collision • Écrasement 	<ul style="list-style-type: none"> • Les stationnements en dehors des zones prévues à cet effet seront rigoureusement interdits - les livraisons seront planifiées • Les entrées et sorties des zones de travaux seront accompagnées de guide et/ou protégées par une signalisation adéquate • Les engins et/ou véhicules devront respecter code de la route des voies publiques sur lesquelles ils circulent 	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises intervenantes	Code de la route
<u>Circulation extérieure avoisinante au chantier</u> Risques <ul style="list-style-type: none"> • Coactivités • Environnement 	<ul style="list-style-type: none"> • Des dispositions seront prises au droit des rues adjacentes au chantier, selon des arrêtés de voirie demandés par l'entreprise, quant à l'interdiction de stationnement et la mise en place de signalisation correspondante, afin d'approvisionner le chantier sans risque. 	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises intervenantes	

4.2 DISPOSITIONS CONCERNANT LES CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, EN PARTICULIER POUR CE QUI CONCERNE LES INTERFERENCES DES APPAREILS DE LEVAGE SUR LE CHANTIER OU A PROXIMITE AINSI QUE LA LIMITATION DU RECOURS AUX MANUTENTIONS MANUELLES (R4532-44-3-B)

Risques	Mesures de prévention à prévoir	Entreprise mettant en œuvre la mesure	Entreprise bénéficiant de la mesure	Réf. Doc.
<u>Modalités d'intervention</u> Risques <ul style="list-style-type: none">• Coactivités• Interférences	<ul style="list-style-type: none">• Toute utilisation de grue mobile, ou d'engin de levage, devra faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable, lors des réunions de chantier, au près du MOE et du CSPS afin d'éviter toute interférence.	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises	
<u>Manutentions aux grues mobiles et utilisation de PEMP et/ou Nacelles</u> Risques <ul style="list-style-type: none">• Heurt• Écrasement• Déversement• Coactivités	<ul style="list-style-type: none">• Formation, qualification et habilitation des personnes appelées à les conduire.• Dossier de conformité et vérification réglementaire périodique tenu à disposition sur chantier.• Désignation d'un chef de manœuvre pour chaque levage• Désignation d'aides de manœuvres pour les endroits non visibles, et pouvant communiquer (radios, gestes)• Pose des patins stabilisateurs sur des endroits ne risquant pas de déstabiliser les grues• Guidage des manutentions en s'assurant de l'absence de personnes sous les charges• Vérification de la portance des sols ou espaces concernés par le levage	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises	Articles du C.T. R4323-23 R4323-24 R4323-25
<u>Installation provisoire d'engins de levage</u> Risques <ul style="list-style-type: none">• Déversement• Chute d'objet• Écrasement	<ul style="list-style-type: none">• Avant tout levage de charge s'assurer que celle-ci est bien arrimée et élingué	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises	Articles du C.T. R4323-23 R4323-24 R4323-25
	Camion grue mobile <ul style="list-style-type: none">• Plate-forme de mise en station compatible avec le poids du véhicule et les charges à soulever.• PV contrôle périodique 6 mois + habilitation de conduite d'engin (Recommandation R372 CARSAT Risques professionnels)• Autorisation de conduite correspondant à la catégorie d'engin.	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises	
	Nacelle élévatrice <ul style="list-style-type: none">• Chemin de roulement compatible avec les travaux à réaliser.• PV de contrôle périodique 6 mois + habilitation de conduite d'engin• Autorisation de conduite correspondant à la catégorie d'engin			

	Chariot élévateur ou pelle hydraulique <ul style="list-style-type: none"> • Chemin de roulement compatible avec les travaux à réaliser. • PV de contrôle périodique 6 mois + habilitation de conduite d'engin. • Balisage de l'évolution de l'engin. • Autorisation de conduite correspondant à la catégorie d'engin 			
<u>Limitation des risques liés aux manutentions manuelles</u> Risques <ul style="list-style-type: none"> • Douleurs dorsales • Écrasement • Heurt 	<ul style="list-style-type: none"> • Les opérations de manutention devront être mécanisées avec des engins adaptés au chantier (monte-matériaux, grue, chariot élévateur, etc.). • Les manutentions manuelles seront limitées. Le personnel devra être formé aux gestes et postures et équipé de protections individuelles adaptés. Prévention des Troubles Musculosquelettiques par l'emploi d'outils portatifs adaptés à l'homme. 	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises	
	<u>Approvisionnement sur le chantier</u> <ul style="list-style-type: none"> • Les charges à manutentionner manuellement ne devront pas dépasser 30 kg. Deux personnes minimum seront exigées pour la manutention des éléments supérieurs à 30 kg • Utiliser des moyens de type chariot et/ou transpalette pour transporter les matériaux • Utiliser un palonnier dans la trémie d'ascenseur pour le levage ou la descente de pièces lourdes 	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises	

4.3 DISPOSITIONS CONCERNANT LA DELIMITATION DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX, EN PARTICULIER S'IL S'AGIT DE MATIERES OU DE SUBSTANCES DANGEREUSES (R4532-44-3-C)

Risques	Mesures de prévention à prévoir	Entreprise mettant en œuvre la mesure	Entreprise bénéficiant de la mesure	Réf. Doc.
Zones de stockages Risques <ul style="list-style-type: none"> • Écrasement • Heurt • Collision 	<ul style="list-style-type: none"> • Les zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, seront préalablement définies et aménagées. • Chaque entreprise pourra, dans la limite de la surface disponible, stocker ses matériaux et son matériel au sein des zones de stockage prévues à cet effet (les besoins seront précisés dans les PPSPS). 	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises	
Stockage de produit dangereux Risques <ul style="list-style-type: none"> • Explosion et/ou incendie • Intoxication et/ou Asphyxie • Brûlures 	<ul style="list-style-type: none"> • Éviter tout stockage de produits toxiques et/ou inflammables. • Si nécessité, stockage dans des zones très limitées et précises, prévues à cet effet, dans des containers non combustibles, fermés, parfaitement ventilés, comportant un extincteur approprié de lutte contre l'incendie. • Le plan d'installation du chantier sera tenu à jour en conséquence. 	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises	

Travaux avec produit dangereux Risques <ul style="list-style-type: none"> • Explosion • Incendie • Intoxication et/ou Asphyxie • Brûlures 	<ul style="list-style-type: none"> • Se munir des fiches de données de sécurité (FDS) sur le chantier pour tous les produits munis d'un pictogramme risque • Éviter tout stockage de produits toxiques et/ou inflammables sur le chantier • Dispositions de nature à prévenir les risques d'explosion et d'intoxication lors de la mise en œuvre de colles, résines, peintures : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Affichage : interdiction de fumer ✓ Ventilation des locaux de stockage ✓ Balisage des zones ✓ Utilisation d'EPI ✓ Mise en place d'extincteurs appropriés ✓ Règles de stockage à respecter, avec ventilation des lieux de travail et de stockage 	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises	
--	---	-----------------------	------------------------	--

4.4 DISPOSITIONS CONCERNANT LES CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATION OU D'EVACUATION DES DECHETS ET DES DECOMBRES (R4532-44-3-D)

Risques	Mesures de prévention à prévoir	Entreprise mettant en œuvre la mesure	Entreprise bénéficiant de la mesure	Réf. Doc.
Gestion et Tri des déchets de chantier Risques <ul style="list-style-type: none"> • Chute de plain-pied • Collision et heurt 	<p>Le tri et l'évacuation des déchets devra se faire selon la réglementation en vigueur, selon la nature des déchets :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Chaque entreprise : <ul style="list-style-type: none"> 🚧 Nettoiera quotidiennement ses postes de travail et évacuera ses déchets du chantier 🚧 Se chargera de la collecte, du transport et de l'optimisation technique et réglementaire vers les filières de tri, d'élimination et/ou de valorisation • Elle assurera <ul style="list-style-type: none"> 🚧 La mise à disposition de tous moyens pour le tri, le stockage, le transport 🚧 Elle assurera la tenue d'un registre des déchets du chantier (nature, volume, tonnage, date de transport, destruction, valorisation, coût), tout enlèvement au départ des bennes se faisant après visa par la personne ayant reçu délégation du Maître d'ouvrage sur le chantier 	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises	Art L541-1 Code de l'environnement Décret 2002-540 du 18/04/02 Guide des bonnes pratiques relatif au stockage des déchets dans le BTP de JUIN 2004 Décret 2005-635 du 30/05/05
Nettoyage du chantier Risques <ul style="list-style-type: none"> • Chute de plain-pied • Collision et heurt 	<p>Autres prescriptions</p> <ul style="list-style-type: none"> • Chaque entreprise assurera quotidiennement le nettoyage de ses zones de travaux et évacuera régulièrement ses gravats, vers les bennes prévues à cet effet • Il est rigoureusement interdit d'évacuer les déblais ou gravats des niveaux supérieurs directement par les trémies et ouvertures. 	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises	

- Tout brûlage sur le chantier est rigoureusement interdit

4.5 DISPOSITIONS CONCERNANT LES CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX DANGEREUX UTILISES (R4532-44-3-E)

Risques	Mesures de prévention à prévoir	Entreprise mettant en œuvre la mesure	Entreprise bénéficiant de la mesure	Réf. Doc.
Risques <ul style="list-style-type: none"> • Maladie professionnelle 	<ul style="list-style-type: none"> • Les déchets, matériaux tels que : matériaux contaminés, produits chimiques, laine de roche, laine de verre, flochage, etc., doivent être stockés et enlevés séparément si nécessaire suivant la réglementation en vigueur (classe de décharge, recyclage). 	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises	

4.6 DISPOSITIONS CONCERNANT L'UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES, DES ACCES PROVISOIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE GENERALE (R4532-44-3-F)

Risques	Mesures de prévention à prévoir	Entreprise mettant en œuvre la mesure	Entreprise bénéficiant de la mesure	Réf. Doc.
Protections collectives contre les chutes de hauteur et d'objet				
Pose et au maintien des protections collectives du chantier Risques <ul style="list-style-type: none"> • Chute de plain-pied • Collision et heurt • Chute de hauteur 	<ul style="list-style-type: none"> • Toutes les interventions en hauteur devront se faire à partir d'un plan de travail conçu, installé ou équipé de manière à préserver la santé et la sécurité des travailleurs. Le poste de travail est tel qu'il permet l'exécution des travaux dans des conditions ergonomiques • Pour tout travail en hauteur, le travailleur isolé est interdit. Une équipe de deux personnes minimum est exigée 	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises	R 4523-58 Du CT
	<ul style="list-style-type: none"> • La priorité est donnée aux équipements de travail assurant une protection collective 	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises	R 4523-62 Du CT
	<ul style="list-style-type: none"> • Il est interdit d'utiliser les échelles, <u>escabeaux</u>, et marchepieds comme poste de travail 	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises	R 4523-63 Du CT
	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Toutes les trémies ouvertes donnant sur le vide</u> doivent être sécurisées par des garde-corps conformes à la réglementation en vigueur. A défaut leurs accès seront nettement délimités et visiblement signalés, ces accès seront interdits par des dispositifs matériels. 	Lot 01 Façades	Lot concerné	R 4534-4 R 4534-3 du CT
	<u>Les protections Collectives :</u> <ul style="list-style-type: none"> • La mise en place de l'ensemble des protections collectives nécessaires à la réalisation des travaux jusqu'à la réception de l'ouvrage définitif, est à charge de chaque entreprise qui créera ce 	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises	Articles R4323-58 Du CT

	<p>risque, elle en assurera sa maintenance pendant toute la durée des travaux</p> <ul style="list-style-type: none"> Les protections collectives sont toujours mises en œuvre préalablement à l'apparition du risque inhérent à l'activité ou aux travaux envisagés par l'entreprise Elles ne peuvent être déposées que dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Après la disparition du risque, ✓ Après la mise en place de la protection définitive prévue au projet, ✓ Après la mise en place d'un autre dispositif provisoire d'une efficacité équivalente. 			
--	---	--	--	--

Protections individuelles

<p>Utilisation de protections individuelles contre les chutes de hauteur, si protections collectives impossibles</p> <p>Risques</p> <ul style="list-style-type: none"> Chute de plain-pied Collision et heurt Chute de hauteur 	<p>HARNAIS</p> <ul style="list-style-type: none"> Dans l'hypothèse où aucun autre moyen de protection n'est possible, le personnel de l'entreprise travaillant sur les parties du chantier exposées aux chutes de hauteur sera doté d'un harnais d'antichute et d'un système de liaison (système antichute ou système avec longe et absorbeur d'énergie et point d'ancrage réglementaire adapté). <p>TRAVAIL SUR CORDE</p> <ul style="list-style-type: none"> Dans le cas spécifique de travail sur corde, l'entreprise concernée aura l'obligation de l'indiquer dans son PPSPS. Le personnel de l'entreprise, devant exécuter des travaux sur corde devra posséder toutes les habilitations requises : CQP1, CQP2, ou CQP3. 	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises	<p>CNAMTS R166 R167bis</p> <p>Articles R4323-62 Du CT</p> <p>Articles R4323-89 Du CT</p>
---	---	-----------------------	------------------------	--

Risques	Mesures de prévention à prévoir	Entreprise mettant en œuvre la mesure	Entreprise bénéficiant de la mesure	Réf. Doc.
Alimentation générale électrique du chantier et procédure de consignation				
<p>Risques liés à l'installation électrique générale</p> <p>Risques</p> <ul style="list-style-type: none"> Électrisation Incendie 	<ul style="list-style-type: none"> Le matériel électrique utilisé par les entreprises devra être conforme à la réglementation en vigueur. Les travaux ne devront se faire qu'après la mise hors tension de l'installation électrique établie par une consignation écrite. Dans le cas où certains appareillages ne pourront être consignés, ils seront mis hors d'atteinte et protégés vis-à-vis des travailleurs 	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises	
		Lot 01 Façades	Toutes les entreprises	Article du CT R 4534-111 et 119

<ul style="list-style-type: none"> • Brûlures 	<ul style="list-style-type: none"> • Les entreprises intervenantes sont tenues d'appliquer la procédure d'habilitation des électriciens conformément aux dispositions des publications UTE C18510 & C18.530 version 2012 • Il est rappelé que tout titre d'habilitation doit être justifié par une formation appropriée et un contrôle des connaissances acquises • L'exécution des raccordements électriques ainsi que la neutralisation et coupure de tout ou partie du réseau, sera confiée à du personnel doté des habilitations prévues par la norme, conformément au tableau joint en annexe. • Garantir 1 secouriste par équipe minimum obligatoire • Maintenir les armoires électriques sous tension fermées à clé 	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises	<p>Mémo technique UTE C18-510 & C18-530</p> <p>Décret 2010-1118 du 22/09/2010 et arrêté du 26/04/2012</p>
	<p><u>Procédure de consignation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Séparation : neutralisation et coupure par des personnes ou organismes compétents ou habilités, y compris les alimentations de secours • Condamnation : par un dispositif matériel, avec mise en place d'une signalisation informant clairement, de cette condamnation • Dissipation ou rétention : mise à la terre et en court-circuit des conducteurs, décharge des condensateurs, vidange, ventilation... • Vérification : de l'absence de tension entre tous les conducteurs, y compris le neutre, et entre les conducteurs et la terre • Identification : servant à s'assurer que les travaux seront bien réalisés sur l'installation consignée, avec affichage du PV de consignation 	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises	
Vérification des installations électriques				
<p>Risques</p> <ul style="list-style-type: none"> • Électrisation • Incendie • Brûlures 	<ul style="list-style-type: none"> • <u>L'ensemble des installations électrique du chantier (HT et BT) devra être vérifié</u>, en respect des dispositions réglementaires avant mise en service ou après avoir subi une modification de structure, puis à l'intervalle de 12 mois au plus. • <u>Le rapport de vérification sera transmis dans les meilleurs délais au C.S.P.S. et mis à disposition sur le chantier</u> 	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises	

<div>Éclairage de chantier</div> <div>Risques :</div> <div><ul style="list-style-type: none">• Baisse de la vue oculaire• Fatigue• Accident</div>	<div>Rappel à titre indicatif, des conditions minimales à satisfaire :</div> <table><tr><th>Lieux de travail et Nature de l'activité</th><th>Valeur minimale d'éclairage</th></tr><tr><td><ul style="list-style-type: none">• Postes de travail permanents en zone confinée</td><td>200 Lux</td></tr><tr><td><ul style="list-style-type: none">• Circulation</td><td>50 Lux</td></tr><tr><td><ul style="list-style-type: none">• Postes de travail avec usage de machine dangereuse</td><td>120 Lux</td></tr></table> <div><ul style="list-style-type: none">• L'éclairage devra être conçu et réalisé de manière à être compatible avec les exigences visuelles des travaux à exécuter, protéger les travailleurs contre l'éblouissement et la fatigue visuelle et distinguer les obstacles ou entraves à la circulation des piétons et des engins éventuels.• En cas de différent sur les niveaux d'éclairage, le MOA, son MOE ou le C.S.P.S. pourront exiger du titulaire, la présentation d'un rapport des résultats des relevés photométriques effectués par un organisme agréé.</div>	Lieux de travail et Nature de l'activité	Valeur minimale d'éclairage	<ul style="list-style-type: none">• Postes de travail permanents en zone confinée	200 Lux	<ul style="list-style-type: none">• Circulation	50 Lux	<ul style="list-style-type: none">• Postes de travail avec usage de machine dangereuse	120 Lux	<div>Lot 01 Façades</div>	<div>Toutes les entreprises</div>	<div>Article du CT R4223-1 R4223-4 R4223-5 Décret N° 83-721 du 2 AOUT 1983 Fiche G1F02 OPPBTP</div>
	Lieux de travail et Nature de l'activité	Valeur minimale d'éclairage										
	<ul style="list-style-type: none">• Postes de travail permanents en zone confinée	200 Lux										
	<ul style="list-style-type: none">• Circulation	50 Lux										
	<ul style="list-style-type: none">• Postes de travail avec usage de machine dangereuse	120 Lux										

4.7 DISPOSITIONS PRISES EN MATIERE D'INTERACTION SUR LE SITE (R4532-44-3-G)

Dispositions à mettre en œuvre par les entreprises	Entreprise mettant en œuvre la mesure	Entreprise bénéficiant de la mesure	Réf. Doc.
Dispositions générales <ul style="list-style-type: none"> Les entreprises devront prévoir et faire connaître au niveau de leur PPSPS, et mettre en œuvre sur le chantier, toute disposition, moyens de protection et/ou mode opératoire, de façon à ne créer aucun risque et gêne vis à vis des autres entreprises présentes. Selon la configuration du chantier au moment de l'exécution de tels travaux, et si aucune autre solution ne peut satisfaire une coactivité sans risque, d'autres mesures pourront être prises en concertation avec le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre telle que le décalage des travaux Dans le cas de tels travaux, les zones concernées seront confinées, et signalées par affichages et consignées dans le RJ 	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises	

4.8 MISE EN COMMUN DE MOYENS

Dispositions à mettre en œuvre par les entreprises	Entreprise mettant en œuvre la mesure	Entreprise bénéficiant de la mesure	Réf. Doc.								
Mise en commun de moyens											
Installations électriques <ul style="list-style-type: none">• Installations électriques, éclairages provisoires et force y compris raccordement (10lux minimum)• L'entreprise mettra en place et assurera le maintien, selon l'avancement des travaux de coffrets de chantier de distribution à chaque niveau, sachant que chacun devra couvrir au maximum un rayon de 25 m, sur pieds ou fixés verticalement à 1m l de hauteur• Selon les besoins du chantier et des autres corps d'état, il pourra être envisagé un nombre plus important de prises de courant sur les coffrets.	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises	Décret N° 88-1056 du 14 Novembre 1988 et ses textes Fiche G1F0189 OPPBTP								
Eclairage de chantier : <table><tr><th>Lieux de travail</th><th>Valeur minimale d'éclairage</th></tr><tr><td>• Postes de travail permanents en galerie ou sous-sol</td><td>200 Lux</td></tr><tr><td>• Circulation</td><td>50 Lux</td></tr><tr><td>• Postes de travail avec usage machine dangereuse (scie, foreuse, etc.)</td><td>200 Lux</td></tr></table> <ul style="list-style-type: none">• L'éclairage devra être conçu et réalisé, de manière à être compatible avec les exigences visuelles des travaux à exécuter, protéger les travailleurs contre l'éblouissement et la fatigue visuelle et distinguer les obstacles ou entraves à la circulation des piétons et des engins éventuels	Lieux de travail	Valeur minimale d'éclairage	• Postes de travail permanents en galerie ou sous-sol	200 Lux	• Circulation	50 Lux	• Postes de travail avec usage machine dangereuse (scie, foreuse, etc.)	200 Lux	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises	
Lieux de travail	Valeur minimale d'éclairage										
• Postes de travail permanents en galerie ou sous-sol	200 Lux										
• Circulation	50 Lux										
• Postes de travail avec usage machine dangereuse (scie, foreuse, etc.)	200 Lux										

5 MESURES RELATIVES A L'ACTIVITÉ DU SITE (R4532-44-4°)

5.1 RISQUES LIES A L'ENVIRONNEMENT DE CHANTIER

Risques	Mesures de prévention à prévoir	Entreprise mettant en œuvre la mesure	Entreprises bénéficiant de la mesure	Réf. Doc.
Risques liées à la circulation publique au droit du chantier	<p>L'entreprise responsable de l'installation de chantier devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> Prendre toutes les mesures nécessaires et autorisations auprès des services compétents, quant à l'emprise sur le domaine public, les clôtures, et autres installations éventuelles (Panneaux d'interdiction de stationner, GBA, etc.) Prendre toutes dispositions, afin de remettre en état les lieux, chaussée et trottoirs, après l'achèvement complet des travaux <p>Les dispositions suivantes devront être prises pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> L'interdiction de stationnement sur les rues en périmètre du chantier Le dévoiement de la circulation des piétons sur les trottoirs périphériques avec mise en place de panneaux spécifiques, notamment au droit des sorties de camions La mise en place éventuelle de passages piétons protégés La programmation des approvisionnements (A définir) 	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises	
Risques d'incendie	<ul style="list-style-type: none"> Il sera obligatoirement mis en place des extincteurs appropriés aux différents risques (Feux de classe A et B, feux de gaz, etc.) <ul style="list-style-type: none"> ✓ Dans les locaux affectés au personnel. ✓ Dans les bureaux de chantier. ✓ Dans les locaux de stockage. ✓ Sur les postes de travail particuliers. Le stockage des produits inflammables doit respecter les règles du code du travail 	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises	Article du CT R4227-28 R4227-29 R4227-33
<u>Risques liés aux conditions météo :</u> <ul style="list-style-type: none"> Heurt Collision Déversement Envol 	<ul style="list-style-type: none"> Informations météorologiques (cf. METEO FRANCE) Drapeau d'indication de direction du vent sur les grues Fixation des éléments pouvant faire prise au vent ou se décrocher inopinément (bardage, clôture, tôles, etc.) Afin d'anticiper ces problèmes prendre contact avec METEO FRANCE : 08 92 68 02 69 	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises	
	<ul style="list-style-type: none"> Arrêt du poste de travail, si risques dû au mauvais temps Conformément aux stipulations du code du travail 	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises	Art. du CT R4523-68

5.2 RISQUES LIES A CERTAINS MODES OPERATOIRES

Risques	Mesures de prévention à prévoir	Entreprise mettant en œuvre la mesure	Entreprise bénéficiant de la mesure	Réf. Doc.
Maladies professionnelles				
Risques <ul style="list-style-type: none"> Vibrations Lombalgie 	<p>Afin de prévenir <u>les risques liés aux vibrations</u> (conducteurs d'engins, utilisation de marteaux piqueurs, perforateurs, perceuses, meuleuses, etc.), l'entreprise devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Assurer une formation et une surveillance médicale spéciale du personnel exposé. ✓ Réaliser un programme de réduction de l'exposition aux vibrations : ✓ Modification des modes opératoires, ✓ Aménagement du temps de travail, ✓ Utilisation de brise-béton antivibratoires, ✓ Équipement des engins de chantier de sièges à suspension. <p>En cas d'impossibilité, notées dans les PPSPS, ceux-ci devront détailler les choix des matériels et des procédures réduisant ces nuisances à la source</p>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	
<u>Travaux générant des poussières</u> Risques <ul style="list-style-type: none"> Maladies respiratoires 	<ul style="list-style-type: none"> Port des EPI adaptés (voir annexe au 9.1) Les coupes devront être arrosées afin d'éviter la propagation de poussières Utiliser des outils avec aspirateur intégré 	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	
<u>Travaux générant du bruit</u> Risques <ul style="list-style-type: none"> Lésion Nuisance auprès du personnel en place Maladie professionnelle Perte d'audition 	<ul style="list-style-type: none"> Les valeurs limite d'exposition déclenchant une action de prévention est fixée à 80 dB(A) La valeur limite d'exposition déclenchant une action de prévention est fixée à 80 dB(A). Être exposé 8 h à 80 dB(A) est aussi dangereux que d'être exposé 1 h à 89 dB(A) Le matériel des entreprises sera donc choisi en conséquence (le moins bruyant) Le port de « protections auditives moulées » sera imposé à tout travailleur exposé au bruit Éviter les nuisances sonores par rapport aux travailleurs et riverains Port des EPI adaptés (voir annexe au 9.1) Mise en place de modes opératoires adaptés 	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	Articles du CT 4431-2 à 4435-5

Travaux en façades

Risques : • Chute d'objet • Chute de hauteur • Ecrasement • Enfouissement • Heurt	<ul style="list-style-type: none"> Assurer la stabilité des éléments provisoires de structure Mise en œuvre de tours d'étaie ou d'échafaudages de pieds, montés et démontés conformément à la réglementation définie dans le décret N°2004-924 du 01/09/04, et de l'arrêté du 21/12/04 correspondant, ils seront montés par du personnel ayant reçu les attestations requises (établies par l'employeur), et PV établi entre monteur et utilisateur si différents Utilisation d'élévateur de personnes, nacelle, dans les conditions définies par (recommandation CNAM R 212 du 19 11 82 et guide INRS n° ED 801 de septembre 1996) 	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises	
Travaux de démolition Risques <ul style="list-style-type: none"> Maladies respiratoires dues aux poussières Chute de hauteur Chute d'objets Effondrement Ecrasement Bruit 	<ul style="list-style-type: none"> Le port du casque de protection est obligatoire pour les travaux de démolition Porter des EPI. Voir annexe 9.6 	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises	Article du CT R 4534-73
	<ul style="list-style-type: none"> Un nombre minimum de deux personnes sera exigé pour une opération de démolition. Un travailleur seul et isolé sera interdit 	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises	
	<ul style="list-style-type: none"> Toutes les interventions en hauteur devront se faire à partir d'un plan de travail conçu, installé ou équipé de manière à préserver la santé et la sécurité des travailleurs Le poste de travail est tel qu'il permet l'exécution des travaux dans des conditions ergonomiques 	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises	Article du CT R 4323-58 et 59
	<ul style="list-style-type: none"> L'opération de démolition sera réalisée en limitant les nuisances sonores vis-à-vis des occupants des bureaux La valeur limite d'exposition au bruit, déclenchant une action de prévention est fixée à 80dB(A) 	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises	Article du CT R 4431-2
	Travaux de démolition <ul style="list-style-type: none"> La zone de démolition sera confinée afin de limiter les risques de poussières vis-à-vis des travailleurs et du personnel d'exploitation 	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises	
Travailleurs isolés				
Risques <ul style="list-style-type: none"> Manutention manuelle Chute de hauteur Défaut de signalement de détresse 	<ul style="list-style-type: none"> Un travailleur isolé doit pouvoir signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais. Un travailleur isolé ne peut réaliser des travaux qui comptent le port manuel de charge de plus de 30 kg ou la pose/dépose manuelle d'éléments de plus 50 kg. Un travailleur isolé ne peut réaliser des travaux qui comportent un risque de chute de hauteur 	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises	Articles du CT R4543-19 à 21

6 MESURES DE SALUBRITE (R4532-44-5)

6.1 DISPOSITIONS PRISES EN MATIERE DE BON ORDRE ET DE SALUBRITE

Les sanitaires, vestiaires et réfectoire obligatoires seront mis à disposition du personnel de chantier par le Lot 01 Façades

Dispositions à réaliser	Entreprise mettant en œuvre la mesure	Entreprise bénéficiant de la mesure	Réf. Doc.
Fermeture des installations : Chaque installation sera en permanence close et inaccessible aux personnes étrangères au chantier. Cette fermeture sera réalisée avec des clôtures de 2 ml de hauteur type HERAS ou équivalent boulonnées entre-elles et/ou avec des petites barrières hauteur 1 m type « chantier propre GLY », y compris portail d'accès avec fermeture, et avec tout dispositif de contreventement nécessaire. Il sera apposé la signalisation réglementaire : "Port du casque obligatoire" et "Chantier interdit au public" sur ces clôtures	Lot 01 Façades	Toutes Les entreprises	
Eau potable (pour la boisson) : Eau potable et fraîche (en période estivale) au moins 3 litres par jour et par travailleur	Lot 01 Façades	Toutes Les entreprises	Article du CT R4228-7
Lavabos, cabinet d'aisance et urinoirs (WC) : Un lavabo → pour 10 travailleurs Un cabinet et un urinoir → un pour 20 travailleurs Locaux éclairés, chauffés et aérés, équipés de chasse d'eau et entretenus (nettoyage régulier par société spécialisé) et munis des produits nécessaires (savon, papier hygiénique, serviette ou moyen d'essuyage, etc.) <u>SI Personnel féminin : Sanitaires et vestiaires séparés</u>	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises	Articles du CT R4228-8 R4228-10 à 15
Vestiaires collectifs : Avec armoires individuelles munies de serrure, en nombre suffisant (dimensions normalisée suivant du Code du Travail) Local vestiaire doit être éclairé, chauffé et ventilé	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises	Article du CT R4228-2 à 6
Réfectoires : Local de restauration Local éclairé, chauffé, ventilé, équipé d'un lavabo, de tables, chaises, appareils de cuisine (pour le réchauffage ou la cuisson des aliments) et de réfrigération Le local de restauration sera nettoyé après chaque repas nettoyage régulier par société spécialisé) 1 réfectoire → pour 10 travailleurs maximum	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises	Article du CT R4228-19 à 25
Travaux avec durée supérieure à 4 mois Douche (pour les travaux insalubres et salissants) : Les douches sont obligatoires pour tous travaux insalubres et salissants → Une pour 10 travailleurs	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises	Articles du CT R4228-7 à 9
HT et BT Alimentation générale et distribution électrique du chantier	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises	
Les raccordements Réseaux d'alimentation et d'évacuation seront nécessaires	Lot 01 Façades	Toutes les entreprises	

7 MESURES DE SECOURS (R4532-44-6)

7.1 ÉLEMENTS MIS A LA DISPOSITION DES SALARIÉS

Équipement de secours mis à la disposition des salariés	Entreprise mettant en place ces équipements	Personnel bénéficiant de cette mesure	Réf. Doc.
Matériel de premier secours			
<ul style="list-style-type: none"> Trousse de secours complète avec rince œil, aux installations de chantier, vérifiée tous les mois. Les lieux de travail sont équipés d'un matériel de premiers secours adapté à la nature des risques et facilement accessible Le matériel de premiers secours fait l'objet d'une signalisation par panneaux 	Toutes les entreprises	L'ensemble des entreprises	Article du CT R 4224-14 à 16 R 4224-23
Extincteurs sur les postes de travail			
<ul style="list-style-type: none"> Il sera obligatoirement mis en place des extincteurs appropriés aux différents risques (Feux de classe A et B, feux de gaz, etc.) <ul style="list-style-type: none"> ✓ Dans les locaux affectés au personnel. ✓ Dans les bureaux de chantier. ✓ Dans les locaux de stockage. ✓ Sur les postes de travail particuliers. Le stockage des produits inflammables doit respecter les règles du code du travail 	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	Article du CT R4227-28 R4227-29 R4227-33

7.2 DISPOSITIONS PROPRES A CHAQUE ENTREPRISE

Dispositions à mettre en œuvre par les entreprises	Entreprises concernées	Réf. Doc.
Secouriste du travail SST		
<p>Chaque entrepreneur (titulaire ou sous-traitant) devra assurer la présence de Sauveteurs Secouristes du Travail propres à son entreprise ou par concertation avec les autres entreprises présentes réellement sur le chantier, en s'inspirant des conditions fixées par l'article R 4224-15 du Code du Travail.</p> <ul style="list-style-type: none"> Un membre du personnel reçoit la formation de secouriste nécessaire pour donner les premiers secours, sur chaque chantier employant 20 travailleurs au moins pendant plus de quinze jours où sont réalisés des travaux dangereux <u>Les Sauveteurs secouristes du travail</u> devront être identifiables aisément par une marque de reconnaissance (badge spécifique, couleur du casque, marque sur la tenue de travail, etc.). 	Toutes les entreprises	Article du CT R 4224-14 à 16
Trousse de premier secours à disposition de chaque équipe		
<p><u>Premiers soins</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Les lieux de travail sont équipés d'un matériel de premiers secours adapté à la nature des risques et facilement accessible Chaque atelier de travail devra disposer d'une trousse de premier soin dont le contenu sera adapté par le médecin du travail en fonction des risques et du niveau de formation des SST. 	Toutes les entreprises	R 4224-23

7.3 CONSIGNES D'ALERTE ET PROCEDURES PARTICULIERES

Dispositions à réaliser	Entreprises concernées	Réf. Doc.
En cas d'accident		
<ul style="list-style-type: none"> Appliquer les consignes définies dans sur la fiche d'alerte jointe ci-après, et affichée dans le cantonnement de chantier. 	Toutes les entreprises	
<ul style="list-style-type: none"> Des points de ralliements des secours « PRS » seront établis aux 2 têtes du tunnel, en concertation avec les pompiers dès le démarrage des travaux 	Toutes les entreprises	


 OPPBTP
 Coordination SPS

En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

Téléphonez au :

18

Pompiers

112

Centre d'appels secours

15

Samu

et dites...

1 Ici chantier

À (commune ou arrondissement)

N° Rue

en face de

Téléphone

2 Précisez la nature de l'accident...

(Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...)

... et la position du blessé (par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...)

... et s'il y a nécessité de dégagement.

3 Signalez le nombre de blessés et leur état

Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.

4 Décrivez l'intervention du secouriste

Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...

5 Fixez un point de rendez-vous et envoyez quelqu'un à ce point

pour guider les secours.

6 Faites répéter le message. Ne raccrochez jamais le premier.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste à jour mentionnant leurs noms doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque ou sur leur tenue de travail.



ATA 01 08

8 MODALITES PRATIQUES DE COOPERATION (R4532-44-7)

8.1 DISPOSITIONS GENERALES POUR TOUS LES INTERVENANTS

Voir document « Modalités Pratiques de Coopération entre intervenants » joints aux différents marchés des prestataires et entreprises.

8.2 AUTRES DISPOSITIONS

8.2.1 Définition des sous-traitants

Voir chapitre 1.2

8.2.2 Définition des personnes autorisées

Les personnes morales autorisées seront les entreprises désignées par le maître d'ouvrage et les sous-traitants au sens du §8.2.1 ayant participé à l'inspection commune et ayant remis au coordonnateur SPS leur PPSPS.

Les personnes physiques autorisées seront les travailleurs du chantier ayant connaissance des mesures de coordination du PGC et le respectant.

Les dispositions nécessaires à leur accès au chantier sont les suivantes :

- Transmission du PGC à l'entreprise par le maître de l'ouvrage lors des consultations des entreprises
- Rappel à l'entreprise des mesures du PGC par le coordonnateur SPS lors de l'inspection commune
- Rappel à l'entreprise lors de cette inspection commune du 9^{ème} principe général de prévention incombant à elle seule, à savoir « Donner les instructions appropriées aux travailleurs », quel que soit leur statut.
- En cas de non-respect du PGC, constaté par le coordonnateur SPS lors de ses passages sur le chantier, la procédure consistera à convoquer immédiatement le travailleur non autorisé et l'interlocuteur sécurité du §8.2.4, pour rappel des mesures du PGC et consignation dans le registre-journal avec les 2 visas. Le travailleur concerné sera alors à nouveau autorisé.

8.2.3 Maîtrise de la langue française et affichage des consignes en langue étrangère

Chaque entreprise disposera en permanence sur le chantier d'une personne maîtrisant la langue française, qui sera l'interlocuteur privilégié du coordonnateur SPS. Cette personne pourra être issue du personnel d'encadrement ou d'exécution, il pourra aussi s'agir d'un interprète.

Le PPSPS remis au coordonnateur sera rédigé en langue française.

Les entreprises ayant recours à du personnel ne maîtrisant pas la langue française procéderont à l'affichage des consignes de sécurité, soit dans la langue comprise par leurs intervenants, soit sous forme de pictogrammes.

8.2.4 Désignation d'un interlocuteur sécurité

Chaque entreprise désignera au coordonnateur SPS un interlocuteur sécurité. Cet interlocuteur privilégié du coordonnateur assistera à l'inspection commune avec son responsable hiérarchique, devra être présent sur le chantier et être habilité à viser le registre-journal RJ ainsi qu'à diffuser les consignes du coordonnateur aux autres intervenants de l'entreprise.

8.2.5 Formation à la sécurité et quart-heure sécurité

Chaque entreprise intervenante devra organiser une formation pratique et appropriée à l'ensemble du personnel affecté à l'exécution de ses travaux, conformément aux dispositions réglementaires. Le personnel sous contrat de travail à durée déterminée ou temporaire, devra bénéficier d'une formation renforcée qui sera renouvelée et complétée aussi souvent que nécessaire.

8.3 RAPPEL DES PRINCIPALES DISPOSITIONS FORMELLES

8.3.1 Mesures préalables aux travaux

• Inspections communes

Toutes les entreprises titulaires et sous-traitantes agréées par le maître d'ouvrage doivent réaliser une inspection commune avec le Coordonnateur SPS, AVANT réalisation du PPSPS et début d'intervention. La réalisation d'une inspection commune est une des conditions d'autorisation d'accès au chantier en sécurité. L'inspection commune pourra être renouvelée si les conditions de travaux évoluent.

• Mise à jour du PPSPS – PPSPS des sous-traitants

Toutes les entreprises titulaires **et** sous-traitantes agréées par le maître d'ouvrage doivent réaliser un PPSPS préalablement à l'intervention sur site.

Le PPSPS remis au coordonnateur sera rédigé en langue française.

La rédaction d'un PPSPS par l'entreprise et son harmonisation par le coordonnateur SPS sont des conditions d'autorisation d'accès au chantier en sécurité. Le PPSPS est à transmettre au coordonnateur SPS en deux exemplaires, après sa validation.

- **Harmonisation des PPSPS**

Aux fins d'harmonisation des PPSPS, chaque entreprise fournira lors de l'inspection commune une trame d'analyse de risques sous la forme « tâche / ressources (selon les 4 M : matériaux-matériel-main d'œuvre-méthode) / risques ».

Ces ressources annoncées par l'entreprise confirmeront ou infirmeront les hypothèses retenues par le coordonnateur SPS lors de l'établissement du PGC en phase conception et lui permettront de le modifier en tant que de besoin.

- **Cas particuliers des livreurs et fournisseurs :**

L'entreprise établira avec ses livreurs une convention de chargement-déchargement inspiré des articles R4515 du code du travail.

OU

Mise en place de la procédure DHOL (Document Harmonisé des Opérations de Livraison) prévu par la recommandation CNAM R476

8.3.2 Mesures pendant les travaux

- **PPSPS**

Les PPSPS doivent être tenus à jour pendant toute la durée du chantier. Le titulaire d'un marché de travaux transmettra son PPSPS accepté par le coordonnateur SPS à ses éventuels sous-traitants au cas où il aurait recours à cette sous-traitance.

L'entrepreneur titulaire doit laisser un **délai de 30 jours minimum** à son sous-traitant pour réaliser ce PPSPS si celui-ci est un sous-traitant de gros-œuvre ou devant réaliser des travaux à risques particuliers tels que définis par l'arrêté du 25 février 2003. L'entrepreneur laissera un **délai de 8 jours minimum** dans les autres cas.

Ce délai est compris entre la date de la signature du contrat de sous-traitance et le démarrage effectif des travaux sur le chantier.

- **Registre Journal**

Les entreprises, quels que soient leurs statuts (titulaires ou sous-traitant) doivent obligatoirement prendre connaissance du registre journal et le viser dès lors que l'observation ou remarques les concernent.

8.3.3 Prescription concernant le D.I.U.O.

Le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'ouvrage a pour objectif essentiel de faciliter tout l'entretien nécessaire pour maintenir l'ouvrage dans l'état où il se trouve lors de la livraison.

Les intervenants auront à produire et à transmettre, pour la constitution du DIUO, tous documents nécessaires à qui leur seront demandés par le Coordonnateur SPS de réalisation, au fur et à mesure de leur établissement, en fonction de l'avancement des travaux.

Des fiches d'interventions ultérieures seront selon la demande du Coordonnateur SPS de réalisation, renseignées par les entreprises concernées avant la fin des travaux

9 ANNEXES

9.1 CANEVAS DE PPSPS

Trame officielle Word téléchargeable sur le site OPPBTP à l'adresse :

<https://www.preventionbtp.fr/Media/Files/Trame-PPSPS-vierge>

CADRE - TYPE

PLAN PARTICULIER DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Art. R. 4532-63 à 68 du Code du Travail

Ce canevas établi d'après le guide de l'OPBTP a pour but d'aider les entreprises à rédiger leur PPSPS suivant une trame de présentation commune. Les indications qu'il contient ne sont nullement exhaustives. Elles doivent être en plus développées et adaptées selon le chantier et l'entreprise.

2. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- Nom de l'entreprise / Adresse / Téléphone / Télécopie
- Désignation du chantier
- Nature du lot
- Nom et Fonction du responsable du chantier
- Nom et Fonction du responsable sur chantier
- Date d'intervention
- Durée prévisible des travaux
- Effectif prévisible au cours du chantier
- Nature du marché (Entreprise Générale, Sous-traitant...)
- Renseignements concernant les organismes de prévention
- Liste des intervenants et concessionnaires

2. SECOURS ET HYGIÈNE

- Disposition et matériel de secours
- Consignes pour assurer les premiers secours
- Nombre de travailleurs du chantier habilités à donner les premiers secours
- Nom du ou des secouristes sur le chantier
- Matériel médical sur le chantier
- Mesures d'évacuation des victimes
- Mesures prises pour assurer l'hygiène
- Eau - Électricité
- Locaux à disposition du personnel (vestiaires, sanitaires...)
- Prise des repas
- Conditions de travail
- Approvisionnement, stockage - Manutention
- Évacuation des déchets
- Transport du personnel

3. PRÉVENTIONS DES RISQUES PROFESSIONNELS

1) Risques importés

Mesures spécifiques prises par l'entreprise destinées à prévenir les risques découlant de l'intervention des autres entreprises ou des contraintes du chantier.

TRAVAUX	MATÉRIELS ET MODE OPÉRATOIRE	RISQUES	MESURES DE PRÉVENTION

2) Risques exportés

Mesures spécifiques prises par l'entreprise destinées à prévenir les risques générés par l'entreprise sur les autres intervenants

TRAVAUX	MATÉRIELS ET MODE OPÉRATOIRE	RISQUES	MESURES DE PRÉVENTION

3) Risques propres

Mesures spécifiques prises par l'entreprise destinées à prévenir les risques générés par l'entreprise sur ses salariés.

TRAVAUX	MATÉRIELS ET MODE OPÉRATOIRE	RISQUES	MESURES DE PRÉVENTION

Lorsqu'il découle du PGC et de l'analyse préalable des risques menés par l'entreprise, qu'une ou plusieurs des mesures visées n'ont pas à être prises du fait de l'absence de risques en particulier de l'exécution de travaux figurant sur la liste (travaux dangereux), l'entrepreneur en fait mention expresse sur le PPSPS.

9.2 PROJET DE DÉCLARATION PRÉALABLE SUIVANT ARTICLES L4532-1, R. 4532-2 ET R. 4532-3 DU CODE DU TRAVAIL | FORMULAIRE CERFA 13630*02

MAITRE D'OUVRAGE	SGAMI SUD Direction de l'immobilier 299, chemin de Sainte Marthe CS 90495 – 13313 MARSEILLE cedex 14 NERIN Virginie 04 91 21 55 43 06 74 95 68 12 virginie.nerin@interieur.gouv.fr	
MAITRISE D'ŒUVRE	GAPIRA Bâtiment ELLIPSIS – 125 rue de l'Hostellerie 30 900 NÎMES Grégory DÔ 06 60 10 08 02 technique@gapira.fr	
COORDINATION S.P.S.	CONCEPTION RÉALISATION	BECS Agence PROVENCE 1a Chemin de la Rollande Cité de l'Artisanat 84 140 AVIGNON MONTFAVET Khémaïs ELOUEFI 04 72 53 01 21 rhone@becs.fr

OPÉRATION			
ADRESSE DU CHANTIER	HOTEL DE POLICE 14, BOULEVARD SAINT-ROCH – 84000 AVIGNON		
NATURE DE L'OUVRAGE	<p>L'opération concerne la réfection des façades au sein de l'Hôtel de Police à Avignon. La surface totale à reprendre est évaluée à 2000 m². Le bâtiment a été construit en 2010.</p> <p>Le bâtiment est constitué de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Sous-sol : Garage et bureaux. ✓ Rez-de-chaussée : Bureaux. ✓ Premier étage : Bureaux. <p>Les travaux seront réalisés <u>en bâtiment occupé et en site très sensible</u>.</p> <p><u>Descriptif sommaire des travaux à réaliser :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Remplacement de l'ensemble du parement pierre sur les façades extérieures du commissariat ✓ Reprise de maçonnerie ponctuelle, ✓ Pose d'un nouveau parement ✓ Les garde-corps des rampes d'accès et escaliers resteront en place durant les travaux ✓ Présence des hublots d'éclairage en façades, à déposer 		
OPÉRATION GLOBALE			
DATE PRÉSUMÉE DU DÉBUT DES TRAVAUX	A compter juillet 2025 (début phase préparation)	DÉLAI PRÉVISIONNEL D'EXÉCUTION	6 mois + 2 mois de préparation
EFFECTIF PRÉVISIONNEL DES TRAVAILLEURS APPELÉS A INTERVENIR	<ul style="list-style-type: none"> • Effectif de pointe : 12 personnes • Opération de 2^{ème} catégorie 	NOMBRE PRÉSUMÉ D'ENTREPRISES APPELÉES A INTERVENIR	2 à 3 unités
TITULAIRES DES MARCHES ET CONTRATS DÉJÀ SIGNÉS		SOUS TRAITANTS PRESENTIS	
Sans objet		Sans objet	
Déclaration Préalable communiquée à		DATE DE COMMUNICATION	
L'Inspection du Travail	C.A.R.S.A.T.	A RENSEIGNER	
I'O.P.P.B.T.P.	Le médecin du travail		
Référence de l'arrêté du 7 mars 1995		Le représentant du Maître d'Ouvrage	
		(Cachet et signature)	

9.3 PROJET DE PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

Un plan d'installation de chantier sera demandé durant la phase préparation à l'entreprise du Lot 01 Façades, il sera soumis à l'accord du MOE et du CSPS pour validation, il tiendra compte des possibilités du site.

